
Les échanges commerciaux entre la France et l'Iran en 2018

Le rétablissement des sanctions américaines au dernier semestre de l'année 2018 a brisé la dynamique de nos échanges commerciaux bilatéraux. Dominées par les secteurs aéronautiques et automobiles, les exportations françaises vers l'Iran sont fortement exposées aux sanctions américaines et accusent un repli de 42% en 2018 par rapport à l'année précédente.

Les échanges commerciaux entre la France et l'Iran ont chuté en 2018 de 37% en glissement annuel.

D'après les douanes françaises, le montant des importations et des exportations entre les deux pays s'élevait à 2,4 Mds EUR à la fin de l'année 2018, contre 3,8 Mds EUR l'année précédente (son plus haut niveau depuis 10 ans). La levée partielle des sanctions internationales consécutive à la signature de l'accord de Vienne s'était traduite par une expansion rapide et substantielle de notre commerce avec l'Iran dès l'année 2016 : les échanges commerciaux franco-iraniens ont été multipliés par 4 entre 2013 et 2016 puis par 7 entre 2013 et 2017, faisant de l'Iran un partenaire commercial comparable à l'Australie ou à l'Indonésie¹, avec des perspectives très prometteuses.

Le déclin des exportations françaises vers l'Iran (-42% en glissement annuel) affecte l'ensemble des secteurs, qu'ils soient ou non visés par les sanctions extraterritoriales américaines.

Nos exportations ont été ramenées de 1,5 Md EUR à 868 M EUR entre 2017 et 2018 sous l'effet des conséquences directes et indirectes du rétablissement progressif des sanctions américaines². Nos exportations d'aéronefs, qui étaient le principal moteur de nos performances commerciales en Iran l'année dernière, se sont effondrées en 2018 et sont passées de 391 M EUR à 97 M EUR (-75%). Secteur structurant de notre relation bilatérale et deuxième poste d'exportation, l'automobile est durement touchée par le retour des sanctions américaines. Les exportations françaises relatives à ce secteur ont reculé de 56% pour tomber à 94 M EUR. La chute de nos ventes touche également les secteurs non directement sanctionnés par les Etats-Unis dont les produits pharmaceutiques (-25% en glissement annuel ; 17% de nos exportations totales en 2018) et les produits agroalimentaires (-27% en glissement annuel ; 4% du total). Seules les ventes de machines industrielles et agricoles sont restées dynamiques enregistrant une hausse de 29% pour atteindre 142 M EUR (16% de nos ventes). Les exportations de produits agricoles, sylvicoles de la pêche et de l'aquaculture s'inscrivent également en hausse (+12,3%) mais ne représentent que 3% de nos exportations totales. L'Iran est le 55^{ème} client de la France en 2018 -devant l'Ukraine, le Sénégal, l'Argentine notamment-, le 5^{ème} à l'échelle de la région du Proche et Moyen-Orient (après l'Arabie saoudite, les EAU, le Qatar et Israël).

¹ Les échanges commerciaux de la France avec l'Australie et l'Indonésie en 2017 s'établissaient respectivement à 3,77 et 3,56 Mds EUR.

² Le décrochage de nos ventes est ainsi particulièrement sensible au dernier trimestre de l'année (-64% en g.a.).

Les importations françaises de produits iraniens stagnent depuis août 2018 avec le rétablissement du premier volet de sanctions américaines et s'établissent à 1,56 Md EUR (-33% en glissement annuel).

Composées à 95% de pétrole brut, nos importations ont pris fin au mois de juillet de l'année 2018. Le reste de nos importations est essentiellement composé de produits agricoles (28 M EUR) et agroalimentaires (14 M EUR). Alors qu'il était notre 42^{ème} fournisseur en 2017, l'Iran est descendu au 48^{ème} rang en 2018 (le 2^{ème} de la région après l'Arabie saoudite).

Le déficit de notre balance commerciale se réduit mécaniquement et a été ramené de 820 M EUR en 2017 à 687 M EUR en 2018 (-16%).

Corré à l'évolution de nos achats pétroliers à l'Iran, notre solde commercial devrait revenir en territoire positif en 2019 si nos importations de brut restent à zéro.

La France figure parmi les pays européens les plus impactés par les sanctions américaines contre l'Iran compte tenu de la structure de ses échanges.

Alors que nos exportations ont reculé d'environ 40% entre 2017 et 2018³, les ventes de l'Allemagne et de l'Italie ont enregistré une réduction de 8% et 3% respectivement, alors que celles de l'Espagne ont progressé de 33% dans le même temps⁴. Près du tiers de la valeur de nos exportations en 2018 fait désormais l'objet de sanctions sectorielles américaines directes (aéronautique, intrants pour l'industrie automobile, produits chimiques) contre moins de 20% pour l'Allemagne et 10% pour l'Italie⁵.

Les performances commerciales de l'Allemagne et l'Italie en Iran s'expliquent par leurs spécialisations sectorielles⁶, les stratégies industrielles de leurs opérateurs et par le maintien de correspondances bancaires avec l'Iran plus denses grâce à des systèmes financiers moins consolidés avec un large réseau de banques « régionales », et donc au final par une moindre exposition aux sanctions extraterritoriales américaines.

La France demeure le 3^{ème} fournisseur européen et compte pour 10% des exportations européennes vers l'Iran (contre 14% en 2017), après l'Allemagne (30%) et l'Italie (19%) mais devant les Pays-Bas (8%) et l'Espagne (7%).

³ Source : Eurostat. Les données produites par Eurostat présentent un léger écart avec celles des douanes françaises. Selon Eurostat les exportations françaises ont reculé de 40%, de 42% selon les douanes.

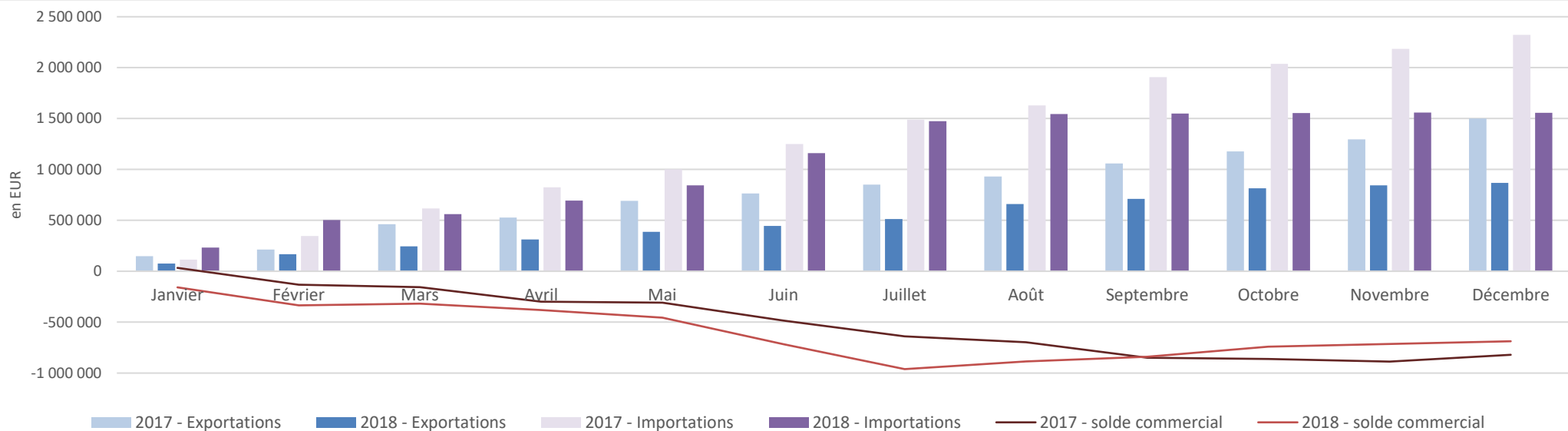
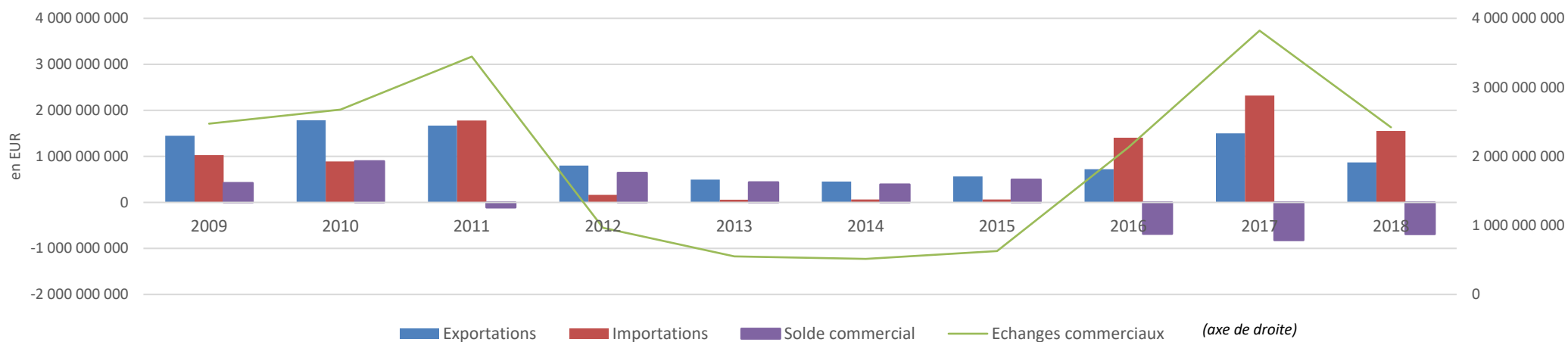
⁴ Source : Eurostat

⁵ Estimations : le périmètre sectoriel des sanctions américaines méritant d'être clarifié. Certaines sanctions sont définies en fonction de l'usage des biens or l'analyse de la nomenclature douanière ne permet pas de les distinguer.

⁶ Les exportations allemandes et italiennes sont majoritairement composées de machines et équipements qui ne sont ni directement ciblés par les sanctions américaines ni explicitement exemptées.

ANNEXES (source : Eurostat)

Evolution annuelle des échanges commerciaux France - Iran depuis 2009



Composition sectorielle des exportations françaises vers l'Iran en 2018

